

comment on a tenu tout ce qui avait été promis sous ce rapport. En matière de transports, on n'a donné aucun soulagement et les constitutionnalistes ne savent de quel côté se tourner. C'est une des questions qui préoccupent l'auteur. Il affirme que la question des transports ferroviaires s'impose aux Etats-Unis et qu'on devra la régler. Selon M. Herbert Quick, il faut avoir nécessairement quatre milliards de plus des fonds publics, une réduction des réseaux et l'électrification. M. Quick favorise l'électrification, mais il veut qu'elle soit établie par l'initiative privée.

Je pourrais suspendre ici ma preuve en ce qui regarde la faillite des chemins de fer exploités par des corporations privées et sur l'autorité des témoins que j'ai cités, mais vous pouvez en trouver des centaines d'autres qui appuieront ce que je dis au sujet des réseaux exploités par des corporations, c'est-à-dire qu'ils ont manqué à la tâche aux Etats-Unis et qu'on ne peut les sauver qu'en dépensant des milliards des fonds publics. Cependant les corporations américaines n'aiment pas l'exploitation des chemins de fer par l'Etat. Elles voudraient qu'on les leur donne et qu'on les payent pour les administrer: Donnez-nous plus d'argent et laissez-nous les exploiter. Nous verrons à ce que les taux de transport soient assez élevés, mais laissez-nous les exploiter". Telle est la situation qui existe aux Etats-Unis et je crois qu'elle se présentera ainsi au peuple canadien. Aujourd'hui, nous avons les voies ferrées. Allons-nous essayer l'exploitation nationale et en faire un essai loyal? Tout d'abord, cet essai comporterait-il la fusion et non ce procédé douteux qui se nomme "coordination des compagnies"? Est-ce là ce qu'on veut dire par la coordination, ou bien veut-on dire fusion? Je désirerais que le chef du parti progressiste fût ici maintenant pour me le dire. Je n'ai pas voulu interrompre son discours, mais s'il était ici il pourrait nous donner une définition du terme "coordination" qu'il employait constamment. Le terme réellement important est "fusion" tel qu'il est prévu par les lois existantes du Canada, et je compte que les réformes se feront dans ce sens.

Cependant, je désire aller un peu plus loin dans ma thèse établissant que les chemins de fer américains appartenant à des corporations ont échoué et j'aimerais citer un autre témoin. Le Président Harding a traité la question des transports aux Etats-Unis et il a fait une déclaration à ce sujet. Si vous me demandez ce qu'est cette déclaration c'est que nous devrions

[M. Maclean (York-Sud).]

revenir aux canaux. Les chemins de fer n'ont pas réalisé de profits et ils ont exploité les agriculteurs. Le président avait reçu une délégation politique importante, ce qu'on nomme le parti agricole à Washington, et le président des Etats-Unis a dû leur avouer que les chemins de fer propriété des compagnies privées avaient manqué à leur tâche. Ils ont détruit le transport par eau et la solution du problème des transports est de revenir aux rivières, aux transports par eau et mieux encore à l'envoi des navires de haute mer dans les grands lacs des Etats-Unis et du Canada.

Cela comporte l'établissement de ports de mer sur nos lacs. Faire de Toronto un port de mer comme Montréal. Peut-être que le ministre de la Justice (sir Lomer Gouin) n'aimera pas cela, mais le président Harding dit: Ayez des ports de mer sur le lac Ontario; ayez-les à Toronto et à Buffalo. Ayez-en sur le lac Erié à Cleveland et à Port-Stanley et à nos autres ports sur la rive nord. Ayez-en sur le lac Huron. Ayez-en sur le lac Michigan et faites de Chicago et de Milwaukee des ports de mer. Cela ne coûtera pas beaucoup d'argent car nous avons eu la conclusion de la commission mixte internationale à ce sujet. Le président Harding soutient que nous pouvons établir des ports océaniques sur le lac Supérieur de manière que le grain des états de l'ouest aussi bien que celui de l'ouest canadien puisse être chargé sur ces lacs dans des navires océaniques. Ayons recours aux canaux si c'est nécessaire et en même temps développons les forces hydrauliques pour remplacer le charbon qui fournit la matière du plus grand monopole d'Amérique. Que les hydro-électriques soient développées pour l'amélioration des transports par chemin de fer. C'est assurément un assez bon exemple à invoquer contre les corporations qui possèdent des chemins de fer. Ce que je cite maintenant est une récente déclaration du président des Etats-Unis affirmant qu'il est en faveur de développer ces forces hydrauliques et de s'en servir pour électrifier les chemins de fer.

Mais il s'est formé à Washington depuis deux ou trois ans un nouveau groupe politique que nous voyons se former ici maintenant au Canada. Il y a dans le Parlement du Canada soixante cinq députés qui parlent au nom des agriculteurs de l'ouest du Canada. Je suis heureux de les voir et j'espère qu'ils parleront comme leur chef l'a fait aujourd'hui. Mais qu'ont fait vos collègues des Etats-Unis? Savez-vous